



6 septembre 2025

Communiqué

Démission de son mandat du sénateur André Reichardt

Il est permis de se demander si la France politique ne se réduit pas à 50 hectares parisiens où vivent 50 personnalités du monde politique, économique et médiatique, autrement dit à la « Paristocratie », un Tout-État parisien¹ déconnecté et hors-sol, qui donc a du mal à saisir la réalité du pays et à l'entendre, et un entregent qui favorise une mentalité discriminatoire et une mise à distance de l'altérité.

Que faire alors lorsque **pour se faire entendre**, d'abord, **et comprendre ensuite**, alors qu'à Paris on entend ce que l'on veut entendre et comprendre que ce que l'on veut comprendre ?

- **Face à cette sourde oreille**, que faire lorsque qu'on a usé de tous les moyens démocratiques dont dispose un citoyen, et a priori un élu, comme l'a fait, durant presque une décennie, **le sénateur André Reichardt** pour faire entendre la demande alsacienne de recouvrer une Région pleine et entière ? Démissionner !

Démissionner, c'est dire non et c'est pousser un cri, toujours et encore pour se faire entendre. **Nous saluons cet acte politique, beau dans sa majesté** et lui souhaitons toute la résonance qu'il mérite.

- **Face à cette incompréhension**, il faut néanmoins continuer le combat, continuer à dénoncer **les défauts du mode de gouvernance** français, dont le centralisme se rapproche d'une forme autoritaire de la démocratie et **lui opposer le régionalisme**, comme valeur démocratique majeure et comme variable fondamentale de la société, notamment face aux difficultés rencontrées actuellement par le pays².

Rappel historique

¹ Les grandes administrations, les grands médias publics et certaines grandes entreprises françaises, en particulier les banques, sont dirigés par les mêmes personnes, ayant la même formation et le même mode de pensée, au point que l'on peut se demander si la société française n'est pas caractérisée par le dirigisme d'une nomenklatura.

² <https://www.ica.alsace/reedition-du-livre-la-republique-a-lepreuve-de-la-democratie/>

En 2014, lors d'un débat réunissant les élus des Collectivités territoriales alsaciennes (Conseil régional d'Alsace et Conseils départementaux du Bas-Rhin et du Haut-Rhin), 97 % des Conseillers se sont prononcés, dans leur délibération, **contre la fusion** de l'Alsace dans le Grand Est. Si, alors que cette classe politique n'avait (déjà) pas été entendue, elle avait démissionné en bloc, nous n'en serions sûrement pas là où nous en sommes. L'Alsace méritait une crise politique pour se faire entendre. L'aura-t-elle aujourd'hui ? L'espoir meure en dernier dit-on.

Pour aller plus loin sur le positionnement politique de l'ICA, lire « La république à l'épreuve de la démocratie : démocratiser la République, moderniser la démocratie » : <https://www.ica.alsace/reedition-du-livre-la-republique-a-lepreuve-de-la-democratie/>

Pierre Klein, président

L'ICA (initiative citoyenne alsacienne) est un club de réflexion qui inscrit sa philosophie politique dans les principes d'union dans la diversité et du post-nationalisme. Son régionalisme est libéral-démocratique et non ethno-nationaliste. Son européenisme est fédéraliste. Elle réunit plusieurs centaines de membres, parmi lesquels bon nombre d'élus, et est suivie par un grand nombre de sympathisants.